

# GRAND EMPRUNT NATIONAL Les élus des villes moyennes s'estiment lésés

**Les villes moyennes revendiquent elles aussi des moyens accrus.**

Le grand emprunt national, présenté le 14 décembre par le président de la République, se chiffre à 35 milliards d'euros, sur lesquels 8 sont destinés à «faire émerger cinq à dix campus d'excellence». En matière de logement, l'accent est mis sur les propriétaires occupants. En outre, 750 millions sont consacrés à la numérisation du patrimoine des bibliothèques.

**Universités: taille critique**

Un système de dotation permettra aux universités de disposer de ressources pérennes, non soumises «aux aléas des arbitrages budgétaires». Sur les 8 milliards prévus, un milliard sera investi «tout de suite» pour créer un «gigantesque campus» à Saclay (Essonne), regroupant l'École centrale Paris, l'École normale supérieure de Cachan et l'université Paris-sud 11. Ce fléchage exclusif du grand emprunt fait craindre à beaucoup d'acteurs un accroissement des inégalités entre universités. Des inquiétudes qui font écho aux propos tenus les 11 et 12 décembre, à Valence (Drôme), à l'occasion des



Michel Rocard et Alain Juppé, présidents de la commission «chargée de réfléchir aux priorités stratégiques» du grand emprunt.

états généraux de l'enseignement supérieur et de la recherche en sud Rhône-Alpes. «L'excellence n'est pas une question de taille», rappelait en ouverture du colloque Alain Maurice, maire de Valence. En effet, les villes moyennes, avec 95 sites universitaires délocalisés, permettent un accès démocratisé aux études supérieures. «Une offre spécifique s'y est également développée, à l'image des trois universités technologiques du territoire français, de nombreuses écoles d'ingénieurs ainsi que la majorité des classes prépara-

toires intégrées se situent dans des villes moyennes. Celles-ci concentrent, par ailleurs, 24% des BTS et 30% des IUT», a recensé la Fédération des maires des villes moyennes. Dans ce contexte, ces derniers appellent à entrer davantage dans la gouvernance des universités. Selon une enquête réalisée par la fédération, «60% des maires et présidents d'intercommunalité ne sont pas associés à la stratégie universitaire, alors qu'ils sont sollicités de manière croissante pour participer financièrement aux investissements.»

**Logement: l'Anah rit, l'USH pleure**

Dans le volet «développement durable», l'Agence nationale de l'habitat (Anah) bénéficiera de 500 millions d'euros pour la rénovation thermique des logements privés énergivores abritant les ménages aux revenus les plus modestes. L'accent a donc été mis sur l'aide aux propriétaires occupants. En revanche, c'est la déception pour

l'Union sociale pour l'habitat: la commission du grand emprunt avait proposé d'accélérer la rénovation thermique de 700 000 logements sociaux des catégories E, F et G, grâce à la création d'un fonds de 2 milliards d'euros pour le financement de prêts à taux zéro sur quinze ans. La proposition n'a pas été retenue et le montant consacré à la précarité énergétique, exclusivement destiné aux propriétaires occupants, a été réduit à 500 millions.

**Numérisation: une bouffée d'oxygène**

750 millions d'euros. C'est la part qu'il est prévu d'affecter à la numérisation du patrimoine des bibliothèques, des musées et des cinémathèques, sur les 4,5 milliards de crédits consacrés au haut-débit. «Nous allons monter un grand partenariat public-privé, tout en gardant la maîtrise de notre patrimoine. Il n'est pas question de laisser [ce dernier] partir», a précisé le Président. Allusion claire à Google, qui offre ses services aux grandes bibliothèques du monde entier pour numériser leurs fonds patrimoniaux et les mettre en ligne (\*). Pour la Bibliothèque nationale de France, qui a annoncé en août avoir entamé des prémices de négociation avec l'opérateur américain, «c'est une bouffée d'oxygène extraordinaire», selon son président, Bruno Racine.

Reste à savoir quelles seront les modalités du partenariat public-privé et quels seront les candidats. Lors de l'appel d'offres lancé par la ville de Lyon en juillet 2008, pour la numérisation d'une partie des fonds anciens de sa bibliothèque municipale, seul Google avait répondu...

A. Thouvenot, D. Gerbeau et H. Girard

(\* Lire «La Gazette» du 14 décembre, p 10

**La conférence des déficits sur les rails**

■ Le 20 novembre, Nicolas Sarkozy avait promis aux maires qu'il rencontrait alors l'installation d'une «conférence nationale» pour «parler du déficit de la France», réunissant notamment les représentants des collectivités. Mais il n'avait pas évoqué de calendrier... A l'occasion de la présentation de ses arbitrages sur le grand emprunt, le 14 décembre, le président de la République a également annoncé la tenue de cette conférence, en présence des responsables de la Sécurité sociale et des associations d'élus locaux. «On se réunira pour se mettre d'accord sur la méthode, qui nous permettra de fonder un diagnostic partagé, puis nous déciderons, avant le printemps, des conséquences et des conclusions», a-t-il précisé.